



La lettre d'information du groupe Front de gauche de la Région Île-de-France

Des aides au privé sur le dos du public !

Le groupe FDG a dénoncé les aides sociales facultatives comme la gratuité des manuels scolaires ou la tarification sociale des cantines aux lycées privés en ponctionnant le budget des lycées publics. Alors que l'exécutif précédent s'était cantonné au minimum réglementaire, Mme Péresse justifie ce choix par la garantie de la "liberté scolaire" et la "justice sociale".

Or seule l'école publique est laïque, gratuite et garantit une scolarité obligatoire en accueillant l'ensemble des élèves sans exclusion. Les inégalités augmenteront bien plus encore par le fait que les établissements privés génèrent de véritables discriminations sociales et une stratégie d'évitement social pour beaucoup de parents. C'est, à nos yeux, un affront à nos principes républicains

Jean Michel RUIZ

**FRONT
DE GAUCHE**
* île de France



Jean-Michel RUIZ

Conseiller régional d'Île-de-France du Val d'Oise

Moyens pour les lycées publics : avec Péresse, le niveau baisse !

Voici un compte rendu des interventions des élu-e-s du groupe FDG lors de la séance des 19 & 20 mai 2016. Mme Péresse s'est, cette fois-ci, attaquée aux lycées publics, avec pas moins de 9 textes. A la cure d'austérité déjà perceptible dans les lycées avec la non-reconduction de contrats aidés par la Région, comme à Sevran, Villepinte, Montreuil où les personnels sont largement mobilisés avec notre soutien actif, va s'ajouter une charge en règle contre le service public d'éducation.

Autonomie des lycées : 1er pas vers la régionalisation de l'éducation ? Le groupe FDG s'est attaqué à un sujet cher à Mme Péresse : l'autonomie qu'elle souhaite, après l'avoir appliquée aux universités, ouvrir aux lycées créant ainsi une véritable inégalité de traitement des établissements.

Avec ce rapport, c'est un avant-goût amer de ce que la droite libérale souhaite mettre en œuvre pour l'éducation si elle accède au pouvoir en 2017 qui est ici donné à voir.

Les Partenariats Publics Privés (PPP) : nouvel el dorado régional ! Le Plan Pluriannuel d'investissement que Mme Péresse veut

redéfinir n'est en réalité qu'une déclaration d'intention vide; seul un projet étant inscrit quand des dizaines devraient être répertoriés et hiérarchisés en fonction, entre autre des urgences démographiques, et formulés en concertation avec l'ensemble des équipes éducatives et professionnelles, les élèves, les parents d'élèves, les collectivités locales, les rectorats.

C'est aussi l'occasion pour Mme Péresse de valider le recours aux Partenariats

public privé que j'ai très largement critiqué compte tenu du coût à long terme pour le contribuable, de notre refus de laisser ce patrimoine public aux seules mains du BTP.

Céline Malaisé,
présidente de groupe Front de gauche IDF



Pour nous contacter :

Groupe front de Gauche de la région Île-de-France, 57 rue de Babylone, 75007 Paris / tel : 01 53 85 68 50 / twitter : @ElusFdGCRIDF /

Jean-Michel RUIZ - tel : 01 34 34 61 00 / courriel : jean-michel.ruiz@iledefrance.

Face au terrorisme, l'éducation doit privilégier la raison



Mme Péresse veut organiser un cycle de conférences dans les lycées avec des "grands témoins victimes du terrorisme". Loin de considérer que "l'émotion des témoignages serait un garde-fou permettant de lutter contre la radicalisation", **Céline MALAISÉ (élue PCF-75)** a rappelé que "pour que le témoignage donne sa pleine mesure, il doit être accompagné d'un appareil critique, d'un volet permettant de le situer dans le temps long. C'est le rôle des pédagogues et des chercheurs en sciences sociales". Notre amendement visant à intégrer les équipes éducatives, les chercheurs et les élèves dans le processus d'élaboration a d'ailleurs été accepté.

Question d'actu



Eric COQUEREL (élu PG-75) a interrogé Mme Péresse sur l'expulsion des migrants qu'elle a commandité le 4 mai dernier alors qu'ils occupaient le lycée Jean-Jaurès (Paris 19^e) désaffecté depuis plusieurs années. Ne répondant pas sur le fond, elle a réaffirmé la priorité donnée au respect du droit de propriété et, étonnamment, admis la bonne préservation des locaux pendant l'occupation. La question de l'accueil des migrants reste néanmoins essentielle et nous souhaitons que les propriétés régionales quand elles sont en capacité de les intégrer le fassent (lycées, îles de loisirs...).

Décrochage scolaire



Jean Michel RUIZ (élu PCF -95) a réaffirmé l'attachement de notre groupe au travail élaboré lors du mandat précédent avec l'ensemble des acteurs de la lutte contre le décrochage. Ces assises avaient contribué à façonner une politique régionale sur la question spécifique du décrochage scolaire au plus près des besoins en s'équipant d'outils et de perspectives de qualité. Rien ici de tel. Au contraire les budgets baissent drastiquement, certaines missions sont renvoyées au privé, l'approche classique mettant de côté les arts et la culture.

Retour des bourses au mérite !



Sylvie FUCHS (élue PCF-77) est intervenue sur un rapport prétendant "relancer l'ascenseur social", en finançant notamment les bourses au mérite, et les "cordées de la réussite" : deux mesures supposées valoriser "l'excellence républicaine". Elle a dénoncé l'hypocrisie de ces mesures en rappelant le bilan calamiteux des dix années au cours desquelles la droite a détruit le service public d'enseignement (suppressions de postes, mise en faillite des universités, dégradation des conditions d'études...). Une politique qui n'a fait qu'aggraver les inégalités sociales dans tout le système d'enseignement.

Drogues & lycées : tests salivaires & analyses des eaux usées !



Mme Péresse choisit de développer une vision stigmatisante des lycéens avec un texte sur les addictions qui traite un problème de santé publique sous un angle purement sécuritaire et répressif. Sans oublier que les tests salivaires créés par la droite régionale posent un véritable problème de légalité. **Fabien GUILLAUD-BATAILLE (élu PCF-94)** a critiqué ces logiques de surveillance-répression mettant de côté la prévention et pointé l'erreur de l'exécutif à se désintéresser d'une compréhension des causes sociales des consommations de drogue et des addictions.

Lycées : opération "portes ouvertes" aux entreprises



Vanessa GHIATI (élue PCF-92) a dénoncé "l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise" et souligné la vision dogmatique de l'économie et de la formation de ce rapport, contraire à l'universalisme de l'école publique. Elle a rappelé les priorités pour améliorer l'orientation des jeunes et lutter contre les inégalités sociales: travailler à des outils d'information accessibles, ouvrant sur l'ensemble des choix professionnels, apporter aux jeunes les clés de compréhension du monde, et pas seulement celui du monde du travail réduit à "l'entreprise".

Carte des formations



Michel JALLAMION (élu R&S-75) a relevé les nombreux problèmes que soulève ce rapport. Il a contesté le présupposé que la « main invisible du marché », chère aux libéraux, pouvait faire correspondre par miracle l'attraction des jeunes pour une formation et la nécessité économique de cette demande. Il a souligné l'insuffisante volonté de l'exécutif régional pour répondre au manque de places de formation et regretté que rien ne soit fait pour lutter contre l'effet de plafond de verre que constituent les bacs pro pour de nombreux jeunes.

Commission d'éthique: la communication à défaut d'efficacité



Pour **Clémentine AUTAIN (élue Ensemble-93)**, ce qui devrait nous préoccuper c'est le mécontentement et l'écoeurement croissants que ressentent de plus en plus de nos concitoyens. Or, l'installation de cette commission éthique n'est qu'un empiement de bonnes intentions et une simple opération de communication. Elle a réaffirmé notre attachement à la lutte contre le cumul des mandats, qui entre autre chose, permet de favoriser le renouvellement de la représentation politique, mais qui est totalement absent du texte.

Qualité de l'air : Valérie Péresse étouffe la démocratie



Alors que la majorité régionale avait voté la création d'une commission d'éthique, quelques minutes plus tard elle refusait la discussion d'une "niche" d'EELV sur la pollution de l'air. Non content que ce thème soit choisi à quelques semaines de la prochaine séance plénière que Mme Péresse a choisi de consacrer à la question environnementale, l'exécutif actuel a déposé une motion de renvoi qui fleure bon le déni de démocratie, au mépris du règlement intérieur; procédé que que **Didier MIGNOT (élu PCF-93)** a vivement critiqué.

Les élu-e-s du groupe front de gauche de la région Île-de-France



Céline MALAISÉ
(75) -PCF
Présidente de groupe



Clémentine AUTAIN
(93) - Ensemble



Lamine CAMARA
(91) -PCF



Eric COQUEREL
(75) -PG



Taylan COSKUN
(93) -PCF



Sylvie FUCHS
(77) -PCF



Vanessa GHIATI
(92) -PCF



Fabien GUILLAUD-BATAILLE
(94) -PCF



Michel JALLAMION
(75) -République & Socialisme



Didier MIGNOT
(93) -PCF



Jean-Michel RUIZ
(95) -PCF